

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 07292
Numéro SIREN : 819 260 993
Nom ou dénomination : 1838

Ce dépôt a été enregistré le 07/10/2019 sous le numéro de dépôt 115735

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 07-10-2019

N° DE DEPOT : 2019R115735

N° GESTION : 2016B07292

N° SIREN : 819260993

DENOMINATION : 1838

ADRESSE : 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

DATE D'ACTE : 19-10-2018

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

1838

Société par actions simplifiée au capital de 798.573 euros
Siège social : 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
819 260 993 RCS Paris

**PROCES-VERBAL DES
DECISIONS DU PRESIDENT DU 19 OCTOBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le 19 octobre 2018 à 10 heures, la société UPPERGROUND SARL, société à responsabilité limitée dont le siège social est – 66 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 509 636 296, représentée par Monsieur Sébastien Ledoux,

agissant en qualité de Président de 1838, société par actions simplifiée au capital de 798.573 euros, dont le siège social est 91, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 819 260 993 (ci-après la « Société »),

a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de 243 BSA et attribution gratuite de 158.214 actions de la Société ;
- Modification corrélative des statuts de la Société ; et
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président rappelle que par décisions de l'Assemblée des associés en date du 7 juin 2016, il a été décidé de procéder à l'émission d'actions assorties, chacune, d'un bon de souscription d'actions (« BSA »), au prix de souscription unitaire, prime d'émission incluse de 435,21 euros.

Par décisions de l'Assemblée des associés en date du le 11 juillet 2018, une augmentation de capital par incorporation de prime d'émission d'un montant de 771.558,30 euros a été réalisée, au moyen de la création de 7.703.751 actions nouvelles réparties entre les associés à proportion de leur détention dans le capital.

Compte tenu de l'émission par la Société, au cours de l'exercice 2016, d'actions assorties de bons de souscription d'actions (« ABSA »), l'Assemblée a décidé également d'affecter en compte spécial de réserves un montant total de 25.522,60 euros, permettant aux titulaires des bons de souscription d'actions (« BSA »), s'ils viennent à exercer les BSA ultérieurement, d'obtenir l'attribution à titre gratuit d'actions, dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été associés au jour de l'Assemblée, conformément aux dispositions de l'article L. 228-99 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions des termes et conditions applicables aux ABSA, et compte tenu de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, initialement prévue le 16 octobre 2018 et appelée à se prononcer sur plusieurs augmentations de capital, le Président de la Société a décidé de procéder le 16 septembre 2018 à l'ouverture d'une fenêtre d'exercice d'une durée de 30 jours calendaires venant à expiration de 16 octobre 2018.

Certains bénéficiaires ont exercé les droits y attachés et souscrit les actions ordinaires nouvelles, les décisions d'émission des ABSA ayant emporté renonciation automatique des associés à l'exercice de leur droit préférentiel de souscription des actions ordinaires auxquels les BSA donnent droit.

Compte tenu de ce qui précède, le Président adopte les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de 243 BSA et attribution gratuite de 158.214 actions de la Société

Le Président constate, au vu des pièces et documents présentés, que cinq bénéficiaires ont adressé une lettre d'exercice de BSA (Bulletin de souscription d'actions ordinaires de la Société).

Le nom des titulaires ayant exercé les BSA, la date de souscription des ABSA, le nombre de BSA exercés, les prix d'exercice et les dates d'exercice des BSA figurent en annexe du présent procès-verbal. A ces bulletins était joint le règlement par chèque ou un virement bancaire correspondant à ladite souscription, en capital et prime a été effectué.

Le Président indique qu'en conséquence il convient de constater le nombre d'actions émises à titre d'augmentation du capital de la Société par suite de l'exercice de ces BSA, ainsi que leur libération intégrale.

Le Président constate alors :

- que les bénéficiaires ont souscrit au total 243 actions nouvelles, sur exercice de 243 BSA pour un prix d'exercice de 435,21 €, soit un montant total de 105.756,03 € (augmentation de capital : 24,3 € et prime d'émission : 105.731,73 €), lequel a été intégralement libéré.
- qu'en conséquence, le capital social, d'un montant de 798.573 €, a été porté à un montant de 798.597,3 €, divisé en 7.985.973 actions. La différence entre le prix de souscription des actions nouvelles et leur pair constitue une prime d'émission d'un montant total de 105.731,73 €, qui sera inscrite au passif du bilan de la Société.

Les actions nouvelles ont été créées avec jouissance à la date d'exercice des BSA.

De plus, le Président rappelle que conformément aux dispositions de l'article L 228-99 du Code de Commerce, l'assemblée générale du 11 juillet 2017 a décidé de préserver les droits des porteurs de BSA et d'affecter à un compte de réserves indisponible la somme de 25.522,6 euros, à l'effet de permettre aux titulaires de BSA, s'ils venaient à les exercer de leur attribuer gratuitement des actions

dans les mêmes quantités ou proportions et aux mêmes conditions que s'ils avaient été associés à la date de l'assemblée générale du 11 juillet 2017.

En conséquence, le Président constate l'attribution gratuite de 158.214 actions de la Société au profit des 5 titulaires ayant exercés leurs BSA, selon les proportions figurant en annexe aux présentes.

Le Président constate alors que le capital social d'un montant de 798.597,3 € a été porté à un montant de 814.418,7 €, divisé en 8.144.187 actions. La somme de 15.821,4 euros a été prélevée sur le compte de réserve indisponibles, dont le montant est ainsi ramené à 9.701,2 euros.

Le Président constate qu'en conséquence de l'augmentation du capital social d'un montant nominal total de 15.845,70 € objet de la présente décision ; le capital social de la Société est porté de 798.573 € à 814.418,7 €.

DEUXIEME DECISION

Modification corrélative des statuts de la Société

Le Président, comme conséquence de ce qui précède, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société, désormais rédigé comme suit :

Un nouvel alinéa est ajouté à l'article 6 :

ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

« Aux termes de l'exercice de 243 BSA dont la réalisation a été constatée le 19 octobre 2018, le capital a été augmenté d'une somme de quinze mille huit cent quarante-cinq euros et soixante-dix centimes (15.845,70 €). »

L'article 7 est désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 7 – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de huit cent quatorze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et quarante centimes (814.418,7 €).

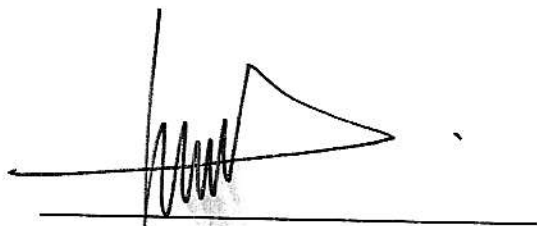
Il est divisé en huit millions cent quarante-quatre mille cent quatre-vingt-sept (8.144.187) actions de dix centimes d'euros (0,10 €) chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées. »

TROISIEME DECISION

Pouvoir

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie, ou d'un extrait, du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé en quatre (4) exemplaires originaux par le Président.



Upperground SARL
représentée par Sébastien Ledoux
Président

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 03/10 2019 Dossier 2019 00046183, référence 7564P61 2019 A 15619
Enregistrement : 500 € Penalités : 61 €
Total liquidé : Cinq cent soixante et un Euros
Montant reçu : Cinq cent soixante et un Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Philippe MALCLES
Contrôleur des Finances Publiques

ANNEXE

Exercice des BSA

Nom	Date de souscription aux ABSA	Bons exercés	Date d'exercice	Augmentation de capital	Prime d'émission	Prix d'exercice	Actions gratuites	Augmentation de capital
Hilary Weatherstone	6/10/2018	57	25/10/2018	5,7	24 801,27	24 806,97	37 112	3.711,2
James Weatherstone	6/10/2018	57	25/10/2018	5,7	24 801,27	24 806,97	37 112	3.711,2
Jean-Paul Brunier	10/10/2018	15	18/10/2018	1,5	6 525,55	6 528,15	9 766	976,6
Gisela Garbagnati	20/06/2018	57	28/06/2018	5,7	24 801,27	24 806,97	37 112	3.711,2
Pii Ketvel	20/06/2018	57	28/06/2018	5,7	24 801,27	24 806,97	37 112	3.711,2
TOTAL		243		24,3	105.731,73	105.756,03	158.214	15.821,4

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 07-10-2019

N° DE DEPOT : 2019R115735

N° GESTION : 2016B07292

N° SIREN : 819260993

DENOMINATION : 1838

ADRESSE : 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

DATE D'ACTE : 19-10-2018

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :


1838

Société par actions simplifiée
au capital de 814.418,7 euros
Siège social : 91, Rue du Fbg St Honoré, 75008 Paris
819 260 993 R.C.S. PARIS

STATUTS

STATUTS A JOUR DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 19 OCTOBRE 2018

CERTIFIE CONFORME LE 19 OCTOBRE 2018



UPPERGROUND SARL
PRESIDENT
représentée par Monsieur Sébastien Ledoux

ARTICLE 1 - FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions du Code de commerce et les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la fabrication, la vente et la diffusion d'articles de voyage, de sellerie, de maroquinerie, d'équipements et accessoires de toute nature ; de vêtement de sport et de prêt à porter ; de parfums et cosmétiques ; de bijoux ; d'équipements pour la maison et le bureau ; de produit textile de toute nature ;
- la gestion d'un patrimoine de valeurs mobilières,
- toutes prestations de services en matière administrative, financière, et plus généralement de conseil se rapportant aux filiales,

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale de la Société est : 1838.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits

lisiblement "Société par actions simplifiée " ou des initiales "SAS" et de l'indication du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **91 rue du Fbg St Honoré, 75008 Paris.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1 000,00 euros en numéraire.

La Société UPPERGROUND apporte à la Société, la somme de « mille » euros (1000 euros).

Soit au total 1000 euros.

Cette somme de 1000 euros a été intégralement versée dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Société Générale de Paris Champs Elysées.

Par une décision en date du 7 juin 2016, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 7 juin 2016, constaté

la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (99,7 €) par émission neuf cent quatre-vingt-dix-sept (997) ABSA nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de mille euros (1.000 €) à mille quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (1.099,70 €).

Par une décision en date du 21 juin 2016, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 7 juin 2016, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de onze euros et cinquante centimes (11,50 €) par émission de cent quinze (115) ABSA nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de mille quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (1.099,70 €) à mille cent onze euros et vingt centimes (1.111,20 €).

Aux termes de l'exercice de 720 BSA dont la réalisation a été constatée le 4 juillet 2017, le capital a été augmenté d'une somme de soixante-douze euros (72,00 €).

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 11 juillet 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de 770.375,10 € par prélèvement sur le compte « Prime d'émission ».

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quatorze mille neuf cent vingt-cinq euros et trente centimes (14.925,30 €) par émission de cent quarante-neuf mille deux cent cinquante-trois (149.253) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent soixante-et-onze mille cinq cent cinquante-huit euros et trente centimes (771.558,30 €) à sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de trois mille sept cent trente-et-un euros et trente centimes (3.731,30 €) par émission de trente-sept mille trois cent treize (37.313) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €) à sept cent quatre-vingt-dix mille deux cent quatorze euros et quatre-vingt-dix centimes (790.214,90 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quatre mille six cent vingt-six euros et quatre-vingt centimes (4.626,80 €) par émission de quarante-six mille deux cent soixante-huit (46.268) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la

souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €) à sept cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-et-un euros et soixante-dix centimes (794.841,70 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de trois mille sept cent trente-et-un euros et trente centimes (3.731,30 €) par émission de trente-sept mille trois cent treize (37.313) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-et-un euros et soixante-dix centimes (794.841,70 €) à sept cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent soixante-treize euros (798.573 €).

Aux termes de l'exercice de 243 BSA dont la réalisation a été constatée le 19 octobre 2018, le capital a été augmenté d'une somme de quinze mille huit cent quarante-cinq euros et soixante-dix centimes (15.845,70 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de huit cent quatorze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et quarante centimes (814.418,7 €).

Il est divisé en huit millions cent quarante-quatre mille cent quatre-vingt-sept (8.144.187) actions de dix centimes d'euros (0,10 €) chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant

renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Sous réserve des éventuelles dispositions contractuelles applicables entre les associés de la Société et des dispositions de l'article 12, les actions sont librement négociables. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de trois mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 – RESTRICTION A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES TITRES

Sous réserve d'éventuelles dispositions contractuelles convenues entre les associés de la Société, les associés de la Société ne peuvent procéder à aucune cession d'actions de la Société jusqu'au 7 juin 2021.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est administrée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés dans les conditions de majorité prévues à l'article 19 des statuts, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président pour juste motif.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou es associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 17 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

19.1 Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

19.2 Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées par le Président. Toutefois un associé disposant de plus de 15% du capital peut demander la convocation d'une assemblée. Le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. .
Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

19.3 Règles de quorum et de majorité

La collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés ou exprimant leur vote à distance rassemblent au moins 66 % des actions ayant le droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives concernant la révocation du Président ou extraordinaires entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Les autres décisions seront prises par un ou plusieurs associés à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

19.4 Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

19.5 Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés dix (10) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de l'année suivante.

Le premier exercice commence le 4 Mars 2016 et se termine le 31 décembre 2017.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il

reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés détermine la part attribuée à chacun des associés.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle

du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.